

Compte rendu – Petit déjeuner du 13 juin 2005
"Le pétrole à 50\$... et après?"

Première intervention: Pierre Noël, chercheur à l'Ifri, "Le pétrole à 50\$: économie et géopolitique" :

La phase actuelle de prix du pétrole élevés surprend par sa durée. Cependant, la hausse des prix a moins de conséquences macroéconomiques négatives aujourd'hui qu'il y a 20 ou 30 ans. D'une part, les économies sont moins intensives en énergie (et en pétrole). D'autre part, les banques centrales ont tiré des leçons des expériences passées en matière de réaction des politiques monétaires à la hausse des prix de l'énergie. Pour l'instant, la hausse des prix du pétrole n'a pas suscité de récession. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle elle se prolonge.

La hausse actuelle des prix du pétrole est liée à une augmentation de la demande, et non à la baisse de l'offre comme dans les crises précédentes. Les capacités de production ne parviennent pas à croître au même rythme que la demande. L'augmentation des prix est forte, mais elle est progressive. On peut donc difficilement parler d'un véritable "choc" pétrolier.

Si on analyse l'évolution de la demande sur longue période, on s'aperçoit que la croissance actuelle est forte mais pas exceptionnelle. Comprendre la situation actuelle implique de se pencher sur les contraintes qui pèsent sur l'offre:

En ce qui concerne la zone hors OPEP, hors CEI, la croissance de la production tend vers zéro. Il n'y a pas de grande marge de progression.

En ce qui concerne la Russie, la phase de forte croissance de la production qui avait suivi la réorganisation du secteur pétrolier russe et les privatisations (au milieu des années 90) s'est interrompue il y a six mois et depuis la production stagne. Il convient ici de s'interroger s'il s'agit là d'un phénomène éphémère ou durable.

En ce qui concerne la zone OPEP et notamment le Moyen Orient, les producteurs de cette région poursuivent, depuis 30 ans, une politique de limitation de leur production pour défendre des niveaux de prix déterminés par leurs besoins budgétaires. Mais en ce qui concerne les 20 prochaines années, ils devraient être en mesure à la fois de développer leurs capacités de production et de jouir de prix soutenus.

Conclusion: les principaux facteurs d'incertitude

à court terme (2ans):

L'incertitude porte sur :

- la croissance chinoise
- la croissance mondiale

à moyen terme (5 ans):

Quatre questions se posent:

- Russie: nouvelle gouvernance ou déstabilisation de l'industrie pétrolière ?
- Irak: stabilisation ou chaos?
- Iran: normalisation ou isolement?
- USA: maîtrise de la demande?

à long terme (10-15 ans):

Deux facteurs qui jouent sur la demande, deux facteurs qui jouent sur l'offre:

- demande:
 - a. diffusion de véhicules alternatifs (Chine)
 - b. politiques de limitation de CO2
- offre:
 - a. stratégies poursuivies par les pays de l'OPEP (notamment du Moyen Orient)
 - b. développement des pétroles non-conventionnels

Deuxième intervention: Emmanuel Bergasse, administrateur pour les pays d'Europe centrale et du Sud-Est à l'Agence internationale de l'Energie, "Situation et perspectives pour les pays d'Europe centrale et orientale":

Dans les PECO, l'AIE a pour mission de gérer les crises pétrolières, tout en veillant à l'efficacité économique et à la protection de l'environnement.

Dans la zone PECO les prix ont été maintenu artificiellement à un niveau très bas jusqu'au début des années 90. Puis a eu lieu un ajustement sur les prix mondiaux pour permettre aux industries de couvrir leurs dépenses. Cependant ces prix à la hausse ne sont pas alignés au pouvoir d'achat, ainsi les ménages de la zone dépensent environs 10-15% de leur budget pour l'énergie (contre 3% en Allemagne).

L'approvisionnement de la région repose sur un "mix énergétique", 31% du total du besoin énergétique sont importés, ainsi que 96% des besoins pétroliers et 86% du gaz (dont 80% par Gazprom). Une besoin gazier élevé, sans y connaître de véritables alternatives, place les PECO dans une situation de très forte dépendance vis à vis la Russie.

De plus, Gazprom prévoit des stratégies d'expansion:

- Gaz-Alliance avec l'Asie-Centrale
- contrôle des voies d'approvisionnement et de transit (elle détient certaines entreprises de transit)
- Gazoduc "Blue Stream" pour verrouiller le marché turque (n'est que peu utilisé)
- Gazoduc Trans-Baltic en partenariat avec BASF (Allemagne) – l'idée est de contourner les Pays baltes
- acquisition de compagnies de distribution
- création de "Joint-ventures" d'importation dans les PECO (sauf en République Tchèque)

- projets pour ce qui est de l'expansion horizontale:
 - Pétrole: plan de fusion Rosneft/ Yukos/ Sibneft; Accord Lukoil
 - Nucléaire: "Atomstroieexport"
 - contrôle des Médias

Les impacts sur les PECO sont non-négligeables:

- dépendance énergétique croissante
- la présence de Gazprom (vendeur et acheteur) mène à un monopole de fait, ce qui engendra par la suite des problèmes de diversification, de prix et de transparence

Quelles sont les politiques de réponse?

- développement de plans d'urgence de pétrole (politique de sécurité) et mise à niveau en ce domaine aux standards de l'Union (aujourd'hui la Hongrie répond à ce critère)
- diversification de l'approvisionnement et des fournisseurs (la République Tchèque s'oriente en ce sens)
- maîtrise de l'énergie et renouvelables
- ouverture à la concurrence et oeuvrer pour une transparence du marché
- coopération internationale (l'UE dispose d'un "observatoire de l'Energie")

En ce qui concerne l'Union européenne elle a su intégrer avec son élargissement à l'est des pays forts d'une expertise et d'une expérience précieuse en ce qui concerne les rapports avec la Russie (importations/ transit). Il lui reste à en profiter au mieux.

Catherine Locatelli, chargée de recherche, CNRS-Université de Grenoble, "Quelles conséquences économiques et géostratégiques pour la Russie":

Pour la Russie, trois questions majeures se posent aujourd'hui:

1) évolution future de la production (essoufflement 2005)?

On ne connaît pas les réserves réelles russes. Le futur de cette production sera dépendant de la mise en valeur d'une région aux conditions de production difficiles, la Sibérie orientale qui nécessitera des investissements considérables notamment dans l'infrastructure à développer.

2) à quelle condition, cette production peut-elle croître? Quelle est la place des IDE dans le développement des hydrocarbures?

L'accroissement de la production pétrolière de la Russie est compte tenu des coûts de production très fortement dépendante de prix internationaux du pétrole élevés. De plus, compte tenu de l'importance des exportations d'hydrocarbures dans son budget, la Russie a besoin de prix élevés pour sa croissance économique. Ceux-ci sont d'autant plus importants, que les prix de gaz sont fortement liés à ceux du pétrole et la Russie est avant tout "gazière". Les investissements directs étrangers sont notamment importants pour le développement du gisement de Sibérie orientale mais un nouveau projet de loi sur les "gisements stratégiques" (cf. question 3) risque de les limiter et de les soumettre à un fort contrôle de l'Etat. Deux problèmes supplémentaires se posent en ce cadre pour les IDE:

- incertitudes sur les droits de propriété
- problème de droit d'accès à la source

3) Quel modèle d'organisation et de structuration sera mis en place pour les industries d'hydrocarbures?

Aujourd'hui il existe une volonté de reprise en main du secteur par l'Etat. Cependant, il ne s'agit pas de ré-nationaliser complètement l'industrie pétrolière. On s'oriente vers une gouvernance hybride, privée-publique. :

- il y aura plusieurs compagnies majoritairement détenues par l'Etat (51%)
- le contrôle de l'Etat en ce qui concerne les exportations risque d'être total (gaz et pétrole) au travers de son contrôle sur les pipelines,
- les investissements étrangers auront un accès plus limité à la ressource : L'Etat, au détriment des régions, en contrôlera l'accès dans le futur. Il y aurait un nouveau projet de loi sur l'accès aux ressources minières : définition de gisements stratégiques pour lesquelles seules les entreprises majoritairement détenues par des investisseurs russes (51%) nationaux pourraient répondre aux appels d'offres.

Un dernier point majeur dont la Russie devra s'occuper, est la redéfinition du partage de la rente pétrolière pour l'Etat afin d'accroître la croissance économique, car il existe aujourd'hui un problème de maîtrise de la fiscalité de la rente.

La stratégie d'exportation russe s'est traditionnellement axée sur l'Europe. Aujourd'hui la Russie (le gouvernement et les entreprises) exprime une volonté de diversification: l'Asie serait le marché du futur. En effet les hydrocarbures sont aujourd'hui un des vecteurs principaux, sur lequel la Russie s'appuie pour façonner sa politique étrangère. En dépit de son importance, la Russie ne peut être compte tenu de ses réserves une alternative crédible à l'Arabie Saoudite en matière pétrolière.